

NIGÉRIA

L'intensification des tensions en pays ogoni fait au moins un mort

Index AI : AFR 44/004/2000

ÉFAI

Jeudi 13 avril 2000

Les violences pourraient faire leur réapparition en pays ogoni (sud-est du Nigéria), a déclaré aujourd'hui Amnesty International après avoir reçu des informations selon lesquelles la police a abattu au moins une personne et incendié des habitations. Des policiers ont été envoyés en renfort dans cette zone dont l'accès a été interdit aux journalistes.

Selon les autorités de Port-Harcourt, capitale de l'État de Rivers, la police s'est rendue à l'aube du 11 avril dans le village de K-Dere, situé dans la zone du gouvernement local de Gokana, pour réprimer les troubles intercommunaux opposant les habitants de ce village et ceux d'une localité voisine. Les autorités ont confirmé qu'un résident avait été tué par la police ; des sources policières auraient par ailleurs déclaré que cinq autres personnes avaient trouvé la mort. Huit policiers ont été détenus pendant quelque temps et gravement blessés.

Cependant, selon les informations émanant d'une association d'habitants et de défense des droits humains, il semble que l'opération de police ait constitué une attaque délibérée de K-Dere, les habitants de ce village s'étant opposés à un projet routier élaboré par une société sous contrat avec le groupe pétrolier Shell.

Selon le *Movement for the Survival of the Ogoni People* (MOSOP, Mouvement pour la survie du peuple ogoni) – organisation locale dont l'ancien responsable était l'écrivain Ken Saro-Wiwa, qui a été exécuté –, au petit matin du 11 avril, la police a commencé à arrêter des personnes soupçonnées de s'opposer au projet routier et a abattu Barinaadua Jungle Gbaraka, un garçon de dix-huit ans qui tentait de s'enfuir. Neuf policiers auraient ensuite été roués de coups par des jeunes du village. D'après le MOSOP, plusieurs dizaines de policiers armés sont revenus plus tard dans la journée, tuant au moins cinq personnes et incendiant des habitations. Les morts et les blessés auraient été emmenés par la police. On sait qu'au moins sept personnes ont été interpellées et de très nombreux habitants ont fui la région.

« Il semble que des personnes précises aient été visées, a déclaré Amnesty International. Selon les informations reçues, les policiers étaient accompagnés par un haut responsable du gouvernement local et des adjoints qui ont

désigné les personnes à prendre pour cibles et les habitations à détruire. »

Parmi les maisons qui ont été rasées se trouvaient celle de Ledum Mitee, un avocat qui préside actuellement le MOSOP, et celles d'autres dirigeants locaux, dont deux chefs traditionnels. Ledum Mitee est l'une des six personnes qui avaient été acquittées de meurtre à l'issue des procès politiques des partisans du MOSOP ayant abouti à la condamnation et à l'exécution de Ken Saro-Wiwa et de huit de ses compagnons ogoni en 1995. Le chef de la police de l'État a déclaré à des journalistes que Ledum Mitee serait arrêté comme suspect ; ce dernier est interrogé depuis ce matin dans les locaux de la police.

Le MOSOP a démenti expressément qu'il y ait eu des troubles dans la région avant l'opération policière contre K-Dere et il a accusé la police de contribuer à imposer le projet routier pour le compte de ses bénéficiaires potentiels.

Amnesty International exhorte les autorités nigérianes à faire en sorte que les attaques perpétrées contre le village de K-Dere cessent immédiatement et que les habitants arrêtés, dont certains seraient blessés, ne soient pas soumis à des mauvais traitements en détention et qu'ils reçoivent tous les soins médicaux nécessaires. L'Organisation est préoccupée par l'information selon laquelle l'une des personnes interpellées, le pasteur Deebari Zortee, de l'Église apostolique, aurait été passé à tabac. Les détenus devraient être libérés ou alors inculpés et jugés dans les meilleurs délais.

« Depuis longtemps, ce type d'événement n'entraîne aucune réaction de la part des gouvernements nigériens, a déclaré Amnesty International. Il faut que cela cesse. En priorité, le nouveau gouvernement devrait ouvrir une enquête exhaustive et impartiale visant à établir l'identité des personnes tuées ou blessées et à traduire en justice les responsables présumés d'actes illégaux. Dans le cas contraire, il s'avérera que l'obligation de rendre des comptes n'existe pas davantage sous un gouvernement civil que sous un régime militaire. »

Au milieu des années 90, les forces de sécurité ont commis, semble-t-il, des exécutions extrajudiciaires et provoqué des violences intercommunautaires en pays ogoni. Bien que le nouveau gouvernement civil arrivé au pouvoir en mai 1999 ait créé un organisme d'investigation chargé de se pencher sur les violations des droits humains qui ont eu lieu entre 1966 et mai 1999, les homicides perpétrés par les forces de sécurité ces derniers mois ne semblent avoir fait l'objet d'aucun examen.

Les conclusions de l'enquête interne qui avait été ordonnée au sujet d'homicides commis par des militaires en septembre 1999 à Yenagoa, capitale de l'État voisin de Bayelsa, n'ont pas été rendues publiques. De plus, à la suite d'autres homicides et de la destruction par l'armée, en novembre 1999, de la ville d'Odi située près de Yenagoa – apparemment à titre de représailles contre le meurtre de 12 policiers –, aucune action n'a été menée contre les responsables, bien qu'une commission d'enquête sénatoriale ait conclu au recours à une force excessive.

Ces dernières semaines, le projet routier avait soulevé une controverse. Six jeunes gens du village de K-Dere, dans la zone du gouvernement local de Gokana, avaient été appréhendés le 23 mars et détenus sans inculpation pendant plusieurs jours après avoir protesté contre ce projet.

« Il est évident que la pression exercée par certaines autorités locales pour inviter Shell à participer à un projet d'aménagement dans la région de Gokana, riche en pétrole, a fait naître des tensions entre les résidents et ceux qui sont employés à la réalisation du projet ou qui en tirent profit », a déclaré Amnesty International. ●

Pour obtenir des informations supplémentaires, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 207 5566.

NIGÉRIA

L'intensification des tensions en pays ogoni fait au moins un mort

Index AI : AFR 44/004/2000

ÉFAI

Jeudi 13 avril 2000

Les violences pourraient faire leur réapparition en pays ogoni (sud-est du Nigéria), a déclaré aujourd'hui Amnesty International après avoir reçu des informations selon lesquelles la police a abattu au moins une personne et incendié des habitations. Des policiers ont été envoyés en renfort dans cette zone dont l'accès a été interdit aux journalistes.

Selon les autorités de Port-Harcourt, capitale de l'État de Rivers, la police s'est rendue à l'aube du 11 avril dans le village de K-Dere, situé dans la zone du gouvernement local de Gokana, pour réprimer les troubles intercommunaux opposant les habitants de ce village et ceux d'une localité voisine. Les autorités ont confirmé qu'un résident avait été tué par la police ; des sources policières auraient par ailleurs déclaré que cinq autres personnes avaient trouvé la mort. Huit policiers ont été détenus pendant quelque temps et gravement blessés.

Cependant, selon les informations émanant d'une association d'habitants et de défense des droits humains, il semble que l'opération de police ait constitué une attaque délibérée de K-Dere, les habitants de ce village s'étant opposés à un projet routier élaboré par une société sous contrat avec le groupe pétrolier Shell.

Selon le *Movement for the Survival of the Ogoni People* (MOSOP, Mouvement pour la survie du peuple ogoni) – organisation locale dont l'ancien responsable était l'écrivain Ken Saro-Wiwa, qui a été exécuté –, au petit matin du 11 avril, la police a commencé à arrêter des personnes soupçonnées de s'opposer au projet routier et a abattu Barinaadua Jungle Gbaraka, un garçon de dix-huit ans qui tentait de s'enfuir. Neuf policiers auraient ensuite été roués de coups par des jeunes du village. D'après le MOSOP, plusieurs dizaines de policiers armés sont revenus plus tard dans la journée, tuant au moins cinq personnes et incendiant des habitations. Les morts et les blessés auraient été emmenés par la police. On sait qu'au moins sept personnes ont été interpellées et de très nombreux habitants ont fui la région.

« Il semble que des personnes précises aient été visées, a déclaré Amnesty International. Selon les informations reçues, les policiers étaient accompagnés par un haut responsable du gouvernement local et des adjoints qui ont

désigné les personnes à prendre pour cibles et les habitations à détruire. »

Parmi les maisons qui ont été rasées se trouvaient celle de Ledum Mitee, un avocat qui préside actuellement le MOSOP, et celles d'autres dirigeants locaux, dont deux chefs traditionnels. Ledum Mitee est l'une des six personnes qui avaient été acquittées de meurtre à l'issue des procès politiques des partisans du MOSOP ayant abouti à la condamnation et à l'exécution de Ken Saro-Wiwa et de huit de ses compagnons ogoni en 1995. Le chef de la police de l'État a déclaré à des journalistes que Ledum Mitee serait arrêté comme suspect ; ce dernier est interrogé depuis ce matin dans les locaux de la police.

Le MOSOP a démenti expressément qu'il y ait eu des troubles dans la région avant l'opération policière contre K-Dere et il a accusé la police de contribuer à imposer le projet routier pour le compte de ses bénéficiaires potentiels.

Amnesty International exhorte les autorités nigérianes à faire en sorte que les attaques perpétrées contre le village de K-Dere cessent immédiatement et que les habitants arrêtés, dont certains seraient blessés, ne soient pas soumis à des mauvais traitements en détention et qu'ils reçoivent tous les soins médicaux nécessaires. L'Organisation est préoccupée par l'information selon laquelle l'une des personnes interpellées, le pasteur Deebari Zortee, de l'Église apostolique, aurait été passé à tabac. Les détenus devraient être libérés ou alors inculpés et jugés dans les meilleurs délais.

« Depuis longtemps, ce type d'événement n'entraîne aucune réaction de la part des gouvernements nigériens, a déclaré Amnesty International. Il faut que cela cesse. En priorité, le nouveau gouvernement devrait ouvrir une enquête exhaustive et impartiale visant à établir l'identité des personnes tuées ou blessées et à traduire en justice les responsables présumés d'actes illégaux. Dans le cas contraire, il s'avérera que l'obligation de rendre des comptes n'existe pas davantage sous un gouvernement civil que sous un régime militaire. »

Au milieu des années 90, les forces de sécurité ont commis, semble-t-il, des exécutions extrajudiciaires et provoqué des violences intercommunautaires en pays ogoni. Bien que le nouveau gouvernement civil arrivé au pouvoir en mai 1999 ait créé un organisme d'investigation chargé de se pencher sur les violations des droits humains qui ont eu lieu entre 1966 et mai 1999, les homicides perpétrés par les forces de sécurité ces derniers mois ne semblent avoir fait l'objet d'aucun examen.

Les conclusions de l'enquête interne qui avait été ordonnée au sujet d'homicides commis par des militaires en septembre 1999 à Yenagoa, capitale de l'État voisin de Bayelsa, n'ont pas été rendues publiques. De plus, à la suite d'autres homicides et de la destruction par l'armée, en novembre 1999, de la ville d'Odi située près de Yenagoa – apparemment à titre de représailles contre le meurtre de 12 policiers –, aucune action n'a été menée contre les responsables, bien qu'une commission d'enquête sénatoriale ait conclu au recours à une force excessive.

Ces dernières semaines, le projet routier avait soulevé une controverse. Six jeunes gens du village de K-Dere, dans la zone du gouvernement local de Gokana, avaient été appréhendés le 23 mars et détenus sans inculpation pendant plusieurs jours après avoir protesté contre ce projet.

« Il est évident que la pression exercée par certaines autorités locales pour inviter Shell à participer à un projet d'aménagement dans la région de Gokana, riche en pétrole, a fait naître des tensions entre les résidents et ceux qui sont employés à la réalisation du projet ou qui en tirent profit », a déclaré Amnesty International. ●

Pour obtenir des informations supplémentaires, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 207 5566.